

DECISION DCC 21-157 DU 03 JUIN 2021

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête en date à Parakou du 27 juillet 2020, enregistrée à son secrétariat le 29 juillet 2020 sous le numéro 1431/452/REC-20, par laquelle monsieur Abibou MAMA SENI, forme un recours en inconstitutionnalité de l'arrêt n°132/CA/ECM du 16 juillet 2020 rendu par la Cour suprême sur l'invalidation de l'élection du conseiller municipal Ousmane Abdoulaye TRAORE ;

VU la Constitution ;

VU la loi n°91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée le 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï monsieur Razaki AMOUDA ISSIFOU en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que le requérant expose que par arrêt n°132/CA/ECM du 16 juillet 2020, la Cour suprême a invalidé le siège de monsieur Ousmane Abdoulaye TRAORE, élu conseiller municipal à Parakou ; qu'il ajoute que ce faisant, la Cour a réduit le nombre de sièges du conseil municipal de Parakou qui passe de 33 sièges à 32 sièges, empêchant ainsi son suppléant d'exercer le droit politique garanti par la Constitution ; qu'il affirme par ailleurs que la reprise de l'élection de l'exécutif communal ordonnée par la Cour suprême est un facteur d'instabilité des conseils communaux qui risque d'être généralisé ; qu'il demande à la Cour



constitutionnelle de déclarer l'arrêt suscitée contraire à la Constitution ;

Considérant qu'en réponse, le président de la chambre administrative de la Cour suprême explique que par arrêt n 132/CA/ECM du 16 juillet 2020, la Cour a ordonné l'invalidation du siège occupé au conseil municipal par les élus Ousmane Abdoulaye TRAORE et Amadou YESSOUFOU respectivement titulaire et suppléant, motif pris de l'inéligibilité du titulaire pour cause de condamnation pénale ; qu'il explique que son élection étant entachée d'une fraude caractérisée, la candidature est réputée n'avoir jamais exist e et en conséquence, son suppléant est également frappé par la même sanction sur le fondement de l'inexistence juridique ; qu'il ajoute que la réduction du nombre de sièges n'est que la conséquence de l'arrêt rendu par le juge électoral ;

Vu l'article 131 alinéa 2 de la Constitution et 104 deuxième alinéa de la loi n 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin ;

Considérant qu'aux termes de l'article 131 alinéa 2 de la Constitution, la Cour suprême : « *Est également compétente en ce qui concerne le contentieux des élections locales* » ; que par ailleurs l'article 104 deuxième alinéa de la loi n 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin dispose qu'« *En cas d'élections communales, la Cour suprême est saisie par une requête écrite adressée soit directement au greffe de la cour soit au préfet ou au ministre en charge de l'administration territoriale qui la transmet immédiatement* » ; qu'il résulte de ces dispositions que la juridiction compétente en matière du contentieux des élections communales est la Cour suprême ;

Considérant qu'en l'espèce, le requérant demande à la Cour constitutionnelle de déclarer contraire à la Constitution l'arrêt n 132/CA/ECM du 16 juillet 2020 rendu par la Cour suprême relativement à un contentieux électoral des élus de la commune de Parakou ; que cependant, en faisant grief à l'arrêt en cause, il n'invoque à l'appui de sa demande, la violation d'un quelconque

droit fondamental ; qu'il s'ensuit qu'il n'y a pas violation de la Constitution ;

EN CONSEQUENCE,

Dit qu'il n'y a pas violation de la Constitution.

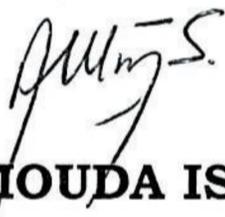
La présente décision sera notifiée à monsieur Abibou MAMA SENI, à monsieur le président de la chambre administrative de la Cour suprême et publiée au journal officiel ;

Ont siégé à Cotonou, le trois juin deux mille vingt-et-un,

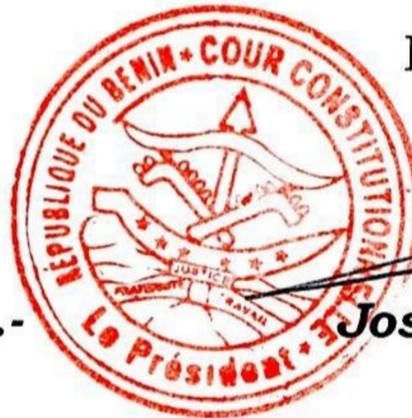
Messieurs	Joseph	DJOGBENOU	Président
	Razaki	AMOUDA ISSIFOU	Vice-Président
	André	KATARY	Membre
	Fassassi	MOUSTAPHA	Membre
	Sylvain M.	NOUWATIN	Membre
	Rigobert A.	AZON	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,



Razaki AMOUDA ISSIFOU.-



Joseph DJOGBENOU.-